

**Discours d'ouverture de M. Nick Westcott
Managing Director pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord au
Service européen d'action extérieure**

Journées de l'Europe

24 mai 2016 – Palais des Congrès de Tunis

Monsieur le Ministre, Excellences, Mesdames et Messieurs les représentants des autorités et de la société civile tunisiennes, chers amis.

Je suis heureux d'être avec vous aujourd'hui pour célébrer cet événement important que constitue le 40ème anniversaire de notre coopération. 40 ans d'histoire de la construction de ce que nous appelons aujourd'hui l'Union européenne et de ses relations extérieures. 40 ans du parcours de la nation tunisienne jusqu'à la fondation d'une démocratie moderne et d'une société pluraliste et ouverte. 40 ans de relations étroites mais destinées à s'intensifier encore davantage, dans la continuité des liens historiques, économiques, humains et culturels qui nous unissent depuis des siècles.

Le jour anniversaire de la signature de notre premier accord de coopération, le 25 avril de cette année, la Haute Représentante de l'UE et Vice-présidente de la Commission, Federica Mogherini, ainsi que le Commissaire Johannes Hahn, soulignaient dans une déclaration les transformations remarquables connues, en quarante ans, par l'Europe comme la Tunisie : "l'Union européenne s'est bâtie et élargie autour d'un projet de paix ancré dans les valeurs de démocratie et de liberté ; la Tunisie a développé un modèle unique [...]. Surtout, les Tunisiennes et les Tunisiens ont pris en main leur destin par la Révolution de 2011 et en poursuivant, dans un contexte régional fragile, une transition vers la démocratie, les droits de l'Homme et la justice sociale."

Ces valeurs qu'il nous appartient de défendre, elles rapprochent les Européens et les Tunisiens. Notre capacité à inspirer au-delà de nos frontières est reconnue à travers le monde : il n'est pas anodin que l'UE et – à travers le Quartet – la démocratie tunisienne se soient vus attribuer le Prix Nobel de la Paix. Nous avons véritablement des bases communes solides sur lesquelles continuer à bâtir.

Notre partenariat privilégié, conclu en 2012, en est la preuve, et il est en même temps l'instrument qui doit nous permettre de progresser encore pour améliorer la vie de nos citoyens. Comme l'a confirmé le dernier Conseil d'Association UE-Tunisie tenu à Luxembourg le 18 avril dernier, notre volonté commune est de renforcer davantage ce Partenariat privilégié déjà très ambitieux.

C'est d'abord une évidence au regard de notre destin commun: la Tunisie occupe une place unique dans le voisinage de l'Europe, celle d'un pays avec qui nous partageons la démocratie et le progrès humain comme idéaux, et qui a choisi un partenariat étroit avec l'UE comme fil conducteur.

Mais ce partenariat et sa progression sont aussi une nécessité pour relever les défis auxquels nous faisons face collectivement, notamment en matière économique, sociale, sécuritaire, et que nous ne pouvons relever qu'ensemble.

Ces défis interconnectés sont globaux, font fi des frontières et nécessitent donc des solutions transnationales. Les crises économiques, sociales, sécuritaires de notre époque ébranlent les Etats et invitent à reconsidérer nos modes de gouvernance. Elles suscitent crainte et angoisse dans nos populations, avec pour conséquences des tendances préoccupantes – que nous observons en Europe aujourd'hui – au repli sur soi et à l'extrémisme identitaire.

A l'aube de la construction européenne, les problématiques globales apparaissaient de façon encore très limitées. Le projet européen visait avant tout à assurer la paix et une prospérité économique sur le territoire européen. L'UE, comme la Tunisie, a dû et doit encore s'adapter pour faire face à des défis globaux croissants et interconnectés. Si la mondialisation a pu fragiliser certaines positions initiales de l'Union, elle n'en a pas moins valorisé ses atouts sur la scène internationale. La réponse ne semble donc pas le retour en arrière, mais la progression vers le dialogue, l'ouverture, la négociation, la création de liens plus forts avec nos partenaires.

Nous sommes confrontés aux mêmes défis : le défi de la consolidation démocratique, le défi socio-économique, le défi sécuritaire, j'ajouterais le défi climatique et environnemental. Ces défis, aux ramifications plurielles et entremêlées, se traduisent par de nouveaux conflits, des vagues migratoires multiples, et des mouvements radicaux et extrémistes qui s'affranchissent des valeurs que les Européens et les Tunisiens partagent.

Ces enjeux sont étroitement liés : la démocratie ne peut se consolider que si la situation économique apporte aux citoyens les moyens de subsistance et l'espoir d'un lendemain meilleur, et ces deux premiers défis ont peu de chance de persister sans sécurité.

Pour ce faire il faut promouvoir en particulier la bonne gouvernance, la diversification économique, la lutte contre la menace terroriste et la radicalisation. La Tunisie peut compter sur l'engagement incessant des institutions de l'UE, qui a significativement accentué son assistance depuis 2011, et de ses 28 Etats-membres.

Afin d'assurer la consolidation des acquis de la transition, le triangle prospérité, sécurité et stabilité démocratique doit être renforcé. Vue l'ampleur des défis, il apparaît nécessaire non seulement d'adapter nos outils à la situation actuelle, mais aussi de penser autrement.

Notre Partenariat nous a permis de progresser de manière importante ces dernières années. *Comme indiqué par M. Danielsson, 2015 a été à ce titre une année exemplaire.*

Au-delà de ces efforts supplémentaires, nous savons que l'ampleur des défis nécessite encore un **saut qualitatif** dans notre partenariat.

La politique européenne de voisinage de l'UE, récemment révisée, établit un cadre qui permet de mieux prendre en considération la spécificité de chacun de nos partenaires (principe de différenciation) et ses aspirations (une meilleure appropriation), afin de construire un partenariat égalitaire sur la base d'intérêts partagés.

Les caractéristiques de ce nouveau cadre dépendront donc évidemment des aspirations et des propositions tunisiennes. Nous attendons avec impatience le Plan quinquennal, qui sera essentiel pour l'identification d'objectifs et de mesures concrètes visant à mieux opérationnaliser et si nécessaire renforcer notre soutien, pour répondre aux défis plus urgents tout en continuant d'accompagner les réformes structurelles en cours.

Les résultats de cette réflexion commune pourront être intégrés dans un document politique de l'UE dédié spécifiquement à la Tunisie. L'objectif de l'UE est à travers cet outil de réaffirmer l'importance de notre partenariat en répondant à la demande tunisienne d'un soutien additionnel dans cette situation d'urgence.

C'est, dans le cadre d'une stratégie tunisienne claire, orientée vers des objectifs et des résultats de court et long terme que nous pourrons explorer de nouvelles modalités de financement et en même temps maximiser les synergies entre les différents acteurs, politiques et instruments dans le but de fournir un soutien européen coordonné et efficace. C'est ainsi que nous pourrons donner une perspective d'avenir à notre relation – puisque nous entamons 40 nouvelles années que j'espère encore plus fructueuses !

Car le plus grand défi de tous, en Tunisie et en Europe, est celui de redonner espoir à notre jeunesse, et de dessiner un projet de société qui réponde à leurs aspirations et leur permette de rêver à un avenir meilleur. Il faut pour cela des moyens financiers (l'UE essayera de faire encore plus). Il faut surtout des signes forts que nous voulons véritablement créer de nouvelles opportunités pour la jeunesse, en Tunisie bien sûr, mais aussi en accroissant les échanges et les relations entre l'UE et la Tunisie. Notre partenariat privilégié doit mettre les jeunes au cœur de son projet (un partenariat pour les jeunes).

Je veux conclure en réaffirmant aujourd'hui le soutien indéfectible de l'UE à la transition tunisienne, et notre détermination à améliorer encore notre partenariat, en étroite collaboration avec le gouvernement tunisien et en impliquant largement la société civile, afin que la contribution de l'UE et de ses Etats membres se traduise par des changements concrets répondant aux aspirations des citoyens tunisiens et offrant à notre jeunesse des perspectives d'avenir.

Merci